

Le temps de l'économie durable est arrivé

Pour surmonter la crise, une profonde révolution des modèles énergétiques, industriels, alimentaires et financiers est nécessaire

En matière économique, la méthode Coué n'a guère d'efficacité. La récession à laquelle nous devons faire face devrait être l'occasion de mettre en place une révolution économique comparable à celle qu'a pu être, au moment de la crise de 1929, le New Deal. Certes, on pourrait objecter que ce n'est pas dans les périodes de récession que l'on peut changer les orientations, puisqu'il faut au contraire tout faire pour relancer la croissance, et par voie de conséquence privilégier les secteurs industriels traditionnels qui sont les plus conséquents en termes d'emplois.

Mais c'est précisément parce que nous sommes dans une récession dont l'origine est due aux comportements « anti-durables » des acteurs économiques (« anti-durable » étant compris comme l'antithèse de ce qu'une démarche globale et intégrant le long terme aurait induit) que le moment est venu de faire notre révolution.

Révolution énergétique d'abord, en tournant délibérément le dos à la société du pétrole. Cela implique d'employer toute notre capacité à continuer de réduire notre utilisation pétrolière, même si le prix du baril baisse. Rappelons que les ressources des sociétés et des Etats pétroliers n'ont jamais été aussi élevées, ce qui permet à ces derniers et à leurs fonds souverains de racheter à bas prix des pans entiers de l'économie occidentale.

Les comportements des consommateurs ont commencé à changer. J'ose espérer que les arbitrages budgétaires pour 2009 continueront à les encourager dans cette voie, non seulement par le système du bonus-malus (puisque le bonus a un effet incitatif en termes d'achat, ce qui n'est pas négligeable en période de récession économique), mais également par la généralisation des plans de déplacements, par la systématisation du covoiturage, par une véritable impulsion donnée aux transports collectifs et aux déplacements doux. Toutes les conséquences doivent en être tirées, notamment l'abandon de toute nouvelle voirie autoroutière, pour transférer les crédits correspondants sur le transport collectif.

Il faut également un changement complet de politique en termes d'aménagement du territoire pour rapprocher le domicile du travail, et favoriser les politiques de relocalisation que l'augmentation massive du coût de transport va enfin permettre. Le rapprochement des lieux de production des bassins de consommation va être rendu possible par un transport qui paiera la

Corinne Lepage

Ancienne ministre, présidente de CAP21
Vice-présidente du MoDem

réalité de son coût et de son énergie. La réduction de notre dépendance énergétique passe bien sûr par une réduction massive de notre consommation énergétique indépendamment du transport. C'est l'occasion d'orienter les dépenses réduites des ménages et des entreprises non pas vers la consommation courante et inutile, mais vers des investissements générateurs d'économies pour les ménages et la collectivité.

C'est une véritable reconversion industrielle qui apparaît nécessaire pour rendre possible un développement durable individuel et collectif. Cela veut dire aussi sortir de cette contradiction totale entre la publicité (au sens traditionnel ou au sens politique du terme) en faveur du « toujours plus » et la conscience de plus en plus

Même des organismes favorables à l'agriculture intensive, comme l'Institut national de la recherche agronomique, reconnaissent que le moment est venu de changer de politique : relancer l'agriculture vivrière dans les pays du Sud, abandonner des cultures déraisonnables compte tenu de leurs besoins en eau dans les pays secs, généraliser le système des Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne afin d'améliorer la qualité de vie des producteurs comme celle des consommateurs, utiliser la science, développer massivement les techniques de l'agriculture biologique et intégrée, réduire dans les villes du Nord la part carnée de l'alimentation au bénéfice des calories végétales.

Le renchérissement du coût de la vie et une meilleure information en termes de santé permettent aux consommateurs des pays riches de changer leur comportement. La crise alimentaire mondiale rend obliga-

toire pour les pays du Sud un changement de stratégie auquel tous les responsables des choix tragiques d'hier les invitent !

Révolution financière enfin, en sortant de la tragédie de l'immédiateté et de la cupidité qui veulent ignorer les conséquences à long terme, ignorance rendue d'autant plus facile que les conséquences en termes individuels apparaissent en règle générale inexistantes. Il est plus que temps que la pierre angulaire du libéralisme, c'est-à-dire la responsabilité, reprenne ses lettres de noblesse. Cela signifie que tout acteur économique ne serait plus assuré comme aujourd'hui de son impunité, voire de ses « parachutes dorés » en cas d'échec. Il serait au contraire assuré de sa responsabilité personnelle, ce qui impliquerait la prise en compte du long terme. De même, il est plus que temps de sortir d'un hypercapitalisme financier qui tue l'économie réelle et se moque comme d'une guigne du

long terme. C'est précisément en réintroduisant l'avenir dans les mécanismes financiers et dans les contrôles, qu'il s'agisse des règles prudentielles ou des limitations qui vont apparaître comme indispensables dans la liberté dont jouissent les fonds souverains par exemple, qu'une économie durable pourra se mettre en place.

En réalité, ce à quoi la récession nous appelle est une révolution des valeurs. L'effacement de l'avenir dans nos sociétés ? qui se traduit notamment par une hypermatérialité, une valorisation extrême du court terme, voire de l'immédiat, est la cause de nos maux. Nous n'avons plus le choix d'un changement de paradigme. L'économie durable est le seul remède qui permettra à la planète à la fois de répondre aux limites physiques que rencontre la croissance et à la nécessité de permettre un développement harmonieux et plus solidaire de nos générations. ■

Cocorico par Brito

Même des organismes favorables à l'agriculture intensive, comme l'INRA, reconnaissent que le moment est venu de changer de politique

répandue de l'impossibilité du « toujours plus ». Le développement doit être sobre, c'est-à-dire offrir moins de produits et davantage de services.

Révolution alimentaire, également, en tournant le dos aux politiques suicidaires poursuivies dans les pays du Nord et du Sud. Celles-ci conduisent à une crise alimentaire dans les pays du Sud que les bonnes récoltes de 2008 ne suffiront pas à résoudre, à un renchérissement massif de l'alimentation dans les pays du Nord qui ne profite guère à l'immense majorité des agriculteurs et qui a conduit à une pollution pour des décennies des sols, des sous-sols et des eaux, notamment en France.

